

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2003 — 1315

[2003/29026]

21 NOVEMBER 2002. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van het aanpassingspercentage toe te passen op het bedrag van de werkingstoelagen 2002 van de universitaire instellingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, inzonderheid op artikel 29, § 1, lid 4, ingevoerd bij het decreet van 1 oktober 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 18 november 2002;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 21 november 2002;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor het begrotingsjaar 2002 wordt een aanvulling van 0,15 %, die aangepast is aan de tussen december 2002 en december 2000 opgetreden wijziging van de gezondheidsindex, toegevoegd aan het aanpassingspercentage van toepassing krachtens artikel 3 van § 1 van artikel 29 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen voor de berekening van het bedrag bestemd voor de werkingstoelagen van deze instellingen.

Art. 2. De Minister van Hoger onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 21 november 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk onderzoek,
F. DUPUIS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1316

[2003/200613]

13 MARS 2003. — Décret modifiant le décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 5, alinéa 2, du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, les mots « aux conditions fixées par le Gouvernement » sont remplacés par les mots « moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement et conformément aux conditions fixées par celui-ci ».

Art. 3. Le chapitre III du même décret est remplacé par le chapitre suivant :

« CHAPITRE III. — *L'organisation du centre*

Section première. — Le Gouvernement

Art. 6. Le Gouvernement définit la politique générale du centre par le biais d'un contrat de gestion passé avec le conseil d'administration.

Le contrat de gestion porte notamment sur :

- 1° les objectifs généraux assignés au centre pour les trois années suivant la signature du contrat;
- 2° les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

Le contrat de gestion est conclu entre le Gouvernement et le conseil d'administration au plus tard lors de l'approbation par le Gouvernement du budget de la première année qu'il couvre.

Dès sa conclusion, le contrat de gestion est communiqué par le Gouvernement pour information au Conseil régional wallon.

Le contrat de gestion est triennal et est annexé au budget du centre.

Le Gouvernement en détermine la procédure d'élaboration et les modalités de mise en œuvre.

Un rapport annuel d'évaluation de l'exécution du contrat de gestion est présenté au Gouvernement par les commissaires du Gouvernement.

Dès sa réception, le Gouvernement transmet pour information le rapport au Conseil régional wallon.

Art. 7. Le Gouvernement est seul compétent pour :

- 1° l'établissement du projet de budget annuel soumis à l'approbation du Conseil régional wallon;
- 2° l'établissement du programme quinquennal des investissements, en ce compris ses adaptations;
- 3° l'autorisation de conclure tout contrat ou convention pour un montant égal ou supérieur à 620.000 euros (H.T.V.A.);

4° l'autorisation de toute conclusion d'emprunts;

5° l'autorisation de toute transformation, création ou suppression de services ainsi que de la modification de la capacité de services;

6° l'autorisation de tout accord avec des tiers concernant les prestations de soins et de services.

Section 2 - Le conseil d'administration

Art. 8. § 1^{er}. Le centre est administré par un conseil d'administration composé de dix membres:

1° quatre personnes désignées par le Gouvernement en raison de leurs compétences en matière de gestion hospitalière;

2° trois personnes désignées par le Gouvernement en raison de leurs compétences en matière de santé mentale;

3° trois représentants du Gouvernement.

Un des membres au moins visés au point 1° et un des membres au moins visés au point 2° ainsi que les trois représentants du Gouvernement siègent au conseil d'administration des deux centres.

§ 2. Assistent aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative :

1° le directeur de l'hôpital psychiatrique et le directeur de la maison de soins psychiatriques;

2° le médecin en chef;

3° le chef du département infirmier;

4° le responsable des services paramédicaux et psychosociaux;

5° un représentant de la Direction générale de l'action sociale et de la santé, ayant au moins rang de directeur;

6° les deux commissaires du Gouvernement désignés auprès du centre.

§ 3. A la demande du conseil d'administration, le président du conseil médical peut assister, avec voix consultative, aux réunions dudit conseil.

§ 4. Le conseil d'administration peut inviter toute personne à assister à une de ses réunions en vue d'apporter à celui-ci les informations techniques qui lui sont nécessaires.

Il peut également inviter le représentant des personnes nécessitant des soins, tel que visé par l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de soins psychiatriques, lors de l'examen de tout point portant sur la gestion de la maison de soins psychiatriques.

Ledit représentant est entendu à sa demande.

Art. 9. Parmi les membres visés à l'article 8, § 1^{er}, 1° et 2°, le Gouvernement désigne un président et deux vice-présidents du conseil d'administration.

Art. 10. § 1^{er}. Les membres du conseil d'administration sont désignés pour un mandat de cinq ans.

Le mandat est renouvelable.

§ 2. Le mandat d'administrateur est incompatible avec le mandat ou les fonctions de :

1° membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté;

2° membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un Parlement de Région ou de Communauté;

3° gouverneur de province ou député permanent;

4° membre du personnel du centre;

5° conseiller externe ou consultant régulier du centre.

§ 3. Outre les incompatibilités prévues au paragraphe 2, le président et les vice-présidents du conseil d'administration ne peuvent être bourgmestres ou présidents d'un centre public d'aide sociale. Ils ne peuvent non plus relever de l'autorité hiérarchique d'un membre du Gouvernement.

Il ne peut exister, dans le chef du président, de conflit d'intérêt personnel direct ou indirect, en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité concurrente à celle du centre.

§ 4. En cas de décès ou de démission d'un membre du conseil d'administration ou lorsque la survenance d'une incompatibilité visée aux paragraphes 2 et 3 empêche le président, les vice-présidents ou les membres du conseil d'administration de continuer à exercer leurs fonctions, le Gouvernement veille à leur remplacement dans les trois mois.

Le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

Tout membre qui, sans s'être excusé, est en défaut d'assister à trois séances consécutives du conseil d'administration est considéré comme démissionnaire.

§ 5. Le Gouvernement peut anticipativement mettre fin au mandat d'un membre du conseil d'administration.

Le Gouvernement veille à son remplacement dans les trois mois.

Le nouveau membre achève le mandat du membre qu'il remplace.

Art. 11. Les membres du conseil d'administration visés à l'article 8, § 1^{er}, ne peuvent avoir plus de soixante-cinq ans à la date de leur désignation.

Art. 12. § 1^{er}. Sans préjudice des pouvoirs réservés au Gouvernement, le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration du centre.

Il est notamment chargé:

1° de la proposition d'avant-projet de budget annuel à soumettre au Gouvernement;

2° de la proposition de programme quinquennal des investissements, ainsi que de ses adaptations, à soumettre au Gouvernement;

3° de la conclusion d'emprunts, moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement;

4° de la proposition à soumettre au Gouvernement de toute transformation, création ou suppression de services ainsi que de la modification de la capacité de services;

5° de la proposition à soumettre au Gouvernement de tout accord avec d'autres hôpitaux, institutions ou services de soins concernant la prestation de soins et la formation;

6° de la transmission au Gouvernement trimestriellement d'une situation comptable dans le cadre de la comptabilité hospitalière en relation avec le budget adopté;

7° de la transmission aux pouvoirs subsidiaires de tous les documents et des informations nécessaires dans les délais requis;

8° de l'élaboration du plan d'entreprise à soumettre annuellement au Gouvernement. Ce plan contient la définition des actions à mener et des moyens prévus en vue de parvenir à la réalisation des objectifs fixés par le contrat de gestion.

§ 2. A l'exception des pouvoirs énumérés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, le conseil d'administration peut déléguer certaines de ses compétences au directeur de l'hôpital psychiatrique, au directeur de la maison de soins psychiatriques ou aux comités de direction.

Art. 13. Il est interdit aux personnes visées à l'article 8, §§ 1^{er}, 2 et 3, d'être présentes au conseil d'administration lorsqu'un point est examiné ou mis en délibération, portant sur un objet à propos duquel elles ont un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, administrateur ou membre du personnel de tout autre hôpital, institution ou service de soins.

Art. 14. Le conseil d'administration établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 15. Sur proposition du directeur de l'hôpital psychiatrique, le conseil d'administration désigne son secrétaire parmi les membres du personnel dudit hôpital.

Art. 16. § 1^{er}. Le Gouvernement soumet à l'avis du conseil d'administration tout avant-projet de décret ou d'arrêté réglementaire concernant l'organisation et le fonctionnement du centre.

Le conseil d'administration émet son avis dans les deux mois de la réception de la demande. A défaut d'avis dans ce délai, il peut être passé outre. En cas d'urgence dûment motivée, le Gouvernement peut demander l'avis du conseil d'administration dans un délai ne dépassant pas quinze jours. A défaut d'avis dans ce délai, il peut être passé outre.

§ 2. Le conseil d'administration soumet au Gouvernement tout avant-projet de décret ou d'arrêté réglementaire dont l'adoption lui paraît utile.

Art. 17. Le Gouvernement fixe le montant des indemnités et des jetons de présence à allouer aux membres du conseil d'administration ainsi qu'aux commissaires du Gouvernement.

Section 3. — La gestion journalière

Sous-section première. — Le directeur de l'hôpital psychiatrique et le directeur de la maison de soins psychiatriques

Art. 18. L'hôpital psychiatrique et la maison de soins psychiatriques sont respectivement dirigés par un directeur nommé par le Gouvernement.

Le directeur de l'hôpital psychiatrique et le directeur de la maison de soins psychiatriques sont nommés pour un mandat de cinq ans.

Le mandat est renouvelable.

Le Gouvernement fixe les conditions de nomination, le statut administratif et le statut pécuniaire du directeur de l'hôpital psychiatrique et du directeur de la maison de soins psychiatriques.

Art. 19. Le directeur de l'hôpital psychiatrique et le directeur de la maison de soins psychiatriques sont placés sous l'autorité du conseil d'administration.

Ils exécutent les décisions du conseil d'administration ainsi que, en ce qui concerne le directeur de l'hôpital psychiatrique, les décisions du comité de direction dudit hôpital et, en ce qui concerne le directeur de la maison de soins psychiatriques, les décisions du comité de direction de ladite maison.

Art. 20. Le directeur de l'hôpital psychiatrique remplit la fonction de direction définie par la législation hospitalière.

Le directeur de la maison de soins psychiatriques est chargé d'assurer la direction générale de l'activité journalière de la maison de soins psychiatriques.

Art. 21. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de l'hôpital psychiatrique ou du directeur de la maison de soins psychiatriques, les pouvoirs de directeur de l'hôpital psychiatrique ou de directeur de la maison de soins psychiatriques sont exercés par un membre du personnel de niveau 1 désigné par le conseil d'administration.

Sous-section 2. — Les comités de direction

Art. 22. § 1^{er}. Il est constitué au sein de l'hôpital psychiatrique un comité de direction composé du directeur de l'hôpital psychiatrique, du médecin en chef, du chef du département infirmier, du responsable des services paramédicaux et psychosociaux et des responsables des services communs à l'hôpital psychiatrique et à la maison de soins psychiatriques, à savoir le responsable des services administratifs, le responsable des services financiers, le responsable des services techniques, le responsable de la gestion des ressources humaines, le pharmacien hospitalier titulaire, le responsable de la logistique et, en ce qui concerne le centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », le responsable de la sécurité.

Le directeur de la maison de soins psychiatriques siège également, avec voix consultative, au comité de direction de l'hôpital psychiatrique.

§ 2. Le comité de direction de l'hôpital psychiatrique est présidé par le directeur de l'hôpital psychiatrique.

Art. 23. § 1^{er}. Il est constitué au sein de la maison de soins psychiatriques un comité de direction composé du directeur de la maison de soins psychiatriques, du coordinateur, du médecin psychiatre, des responsables des services communs visés à l'article 22, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ainsi que du représentant des personnes nécessitant des soins, tel que visé par l'article 5, alinéa 2, de l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes pour l'agrément spécial des maisons de soins psychiatriques.

Le directeur de l'hôpital psychiatrique siège également au comité de direction de la maison de soins psychiatriques.

Le directeur de l'hôpital psychiatrique, les responsables des services communs et le représentant des personnes nécessitant des soins ont voix consultative.

§ 2. Le comité de direction de la maison de soins psychiatriques est présidé par le directeur de la maison de soins psychiatriques.

Art. 24. Le président du comité de direction fixe l'ordre du jour en tenant compte des demandes émanant des autres membres du comité de direction.

Art. 25. Le président convoque sans délai le comité de direction lorsque, sur demande motivée de trois membres au moins, l'urgence est invoquée. La demande indique les points à inscrire à l'ordre du jour.

Art. 26. Le comité de direction ne délibère valablement que si la majorité des membres est présente.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

Si, après convocation régulière, le comité de direction ne s'est pas trouvé en nombre suffisant pour délibérer, le comité de direction délibère valablement à la séance qui suit, quel que soit le nombre de membres présents, sur les points qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

La convocation reproduit cette disposition.

Art. 27. Le Gouvernement peut décider d'adjoindre d'autres personnes aux comités de direction visés aux articles 22 et 23.

Art. 28. Les comités de direction établissent leur règlement d'ordre intérieur et le soumettent pour approbation au Gouvernement. »

Art. 4. Le chapitre IV du même décret est abrogé.

Art. 5. Le chapitre VI du même décret est remplacé par le chapitre suivant :

« CHAPITRE VI. — *Le budget, les comptes et le contrôle*

Art. 31. § 1^{er}. Le contrôle du centre est exercé par le Gouvernement à l'intervention de deux commissaires.

Deux commissaires sont nommés pour chaque centre par le Gouvernement.

Ils ont les pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leurs missions.

Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux, des situations périodiques et généralement de toutes les écritures.

§ 2. Dans un délai de quatre jours francs, ils exercent un recours au Gouvernement contre toute décision qu'ils jugent contraire aux lois, aux décrets, aux arrêtés, au contrat de gestion, à l'intérêt général et aux principes de bonne gestion.

Le recours est suspensif.

Le délai prend cours le jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, le jour où ils en ont reçu connaissance.

Si le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation dans un délai de trente jours francs prenant cours le même jour que celui visé à l'alinéa précédent, la décision devient définitive. Ce délai peut être prolongé de dix jours par décision du Gouvernement.

La décision de prolongation ou d'annulation est notifiée au conseil d'administration.

§ 3. Lorsque le conseil d'administration a omis de prendre une mesure ou d'exécuter un acte prévu dans les lois, décrets et arrêtés ou dans le contrat de gestion, le Gouvernement peut le mettre en demeure de prendre la mesure ou d'exécuter l'acte dans un délai précis.

Lorsque, à l'expiration du délai, le conseil d'administration n'a pas pris la mesure ou exécuté l'acte, le Gouvernement peut se substituer à lui.

La décision est transmise au Conseil régional wallon.

Art. 32. Le projet de budget annuel du centre est établi par le Gouvernement sur la proposition du conseil d'administration du centre. Il est annexé au projet de budget général des dépenses de la Région wallonne et soumis à l'approbation du Conseil régional wallon.

Art. 33. Le défaut d'approbation au premier jour de l'année budgétaire ne fait pas obstacle à l'utilisation des crédits prévus au projet de budget, à moins qu'il ne s'agisse de dépenses d'un principe nouveau non autorisées par le budget de l'année précédente.

Si les dépassements de crédits sont susceptibles d'entraîner une intervention financière de la Région supérieure à celle qui est prévue au budget de celle-ci, ils devront être préalablement approuvés par le vote d'un crédit correspondant dans le budget de la Région.

Art. 34. Le conseil d'administration présente au Gouvernement des situations périodiques, au moins trimestrielles, et un rapport annuel sur les activités du centre.

Il dresse le compte annuel d'exécution de son budget, le bilan et le compte de résultats, au plus tard pour le 31 mai de l'année qui suit celle de la gestion.

Le bilan et le compte de résultats font l'objet d'un projet de décret de règlement de budget, qui est soumis au Conseil régional wallon en annexe du compte général de la Région wallonne.

Le Gouvernement arrête la liste des créances irrécouvrables.

Art. 35. Le Gouvernement organise le contrôle des engagements.

Art. 36. Le Gouvernement fixe les règles relatives :

1° à la présentation du budget;

2° à la comptabilité;

3° à la reddition des comptes;

4° aux situations et rapports périodiques.

Le Gouvernement fixe les règles relatives au mode d'estimation des éléments constitutifs du patrimoine et au mode de calcul et à la fixation du montant maximum des réserves et provisions qui sont nécessaires en raison de la nature des activités de l'organisme.

Art. 37. Le centre n'utilise ses avoirs et disponibilités que pour remplir les missions qui lui sont assignées par le présent décret.

Art. 38. Le Gouvernement détermine les modalités du contrôle à effectuer par les réviseurs d'entreprises, membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, qu'il désigne.

Les dépenses résultant du contrôle des opérations non couvertes par le prix de la journée d'hospitalisation sont à charge de la Région. »

Art. 6. L'article 20 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. Le Gouvernement arrête le statut administratif et pécuniaire et le cadre du personnel.

L'hôpital psychiatrique et la maison de soins psychiatriques font l'objet de cadres distincts. »

Art. 7. Les articles 11 et 12 du même décret deviennent les articles 29 et 30 et les articles 20 et 21 deviennent les articles 39 et 40.

Art. 8. Aussi longtemps que le conseil d'administration n'a pris aucune décision en application de l'article 12, § 2, du même décret, remplacé par l'article 3, et pendant une période de six mois au maximum après l'entrée en vigueur du présent décret, le directeur de l'hôpital psychiatrique, le directeur de la maison de soins psychiatriques, le comité de direction de l'hôpital psychiatrique et le comité de direction de la maison de soins psychiatriques sont, sous réserve des compétences réservées à d'autres organes par le présent décret, respectivement investis des délégations qui étaient octroyées au fonctionnaire dirigeant et au comité de direction par le même décret modifié par le décret du 22 janvier 1998 et par l'arrêté d'exécution du 9 novembre 1995 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à la gestion des hôpitaux psychiatriques de la Région wallonne, modifié par les arrêtés du 20 juillet 2000, du 18 janvier 2001 et du 13 décembre 2001.

Art. 9. L'article 1^{er}, 10^o, du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne est abrogé.

Toutefois, à titre transitoire, les membres du personnel des centres demeurent soumis au statut administratif et pécuniaire qui leur est applicable au jour de l'entrée en vigueur du présent décret jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement visé à l'article 6 du présent décret.

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

—————
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 461 (2002-2003) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 26 février 2003.

Discussion. — Vote.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 1316

[2003/200613]

13 MAART 2003. — Decreet houdende wijziging van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 5, tweede lid, van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van de psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest worden de woorden « onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden » vervangen door de woorden « met de voorafgaande toestemming van de Regering en onder de door haar bepaalde voorwaarden ».

Art. 3. Hoofdstuk III van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk III. — *Organisatie van het centrum*

Afdeling 1. — De Regering

Art. 6. De Regering bepaalt het algemeen beleid van het centrum op grond van een met de raad van bestuur gesloten beheersovereenkomst.

De beheersovereenkomst heeft o.a. betrekking op :

- 1° de algemene doelstellingen toegewezen aan het centrum voor de drie jaar na de ondertekening ervan;
- 2° de aan te wenden middelen om die doelstellingen te halen.

De beheersovereenkomst wordt tussen de Regering en de raad van bestuur gesloten uiterlijk wanneer de Regering instemt met de begroting van het jaar waarop het betrekking heeft. Zodra de overeenkomst gesloten is, wordt ze door de Regering voor informatie aan de Waalse Gewestraad overgemaakt.

De beheersovereenkomst loopt drie jaar en wordt bij de begroting van het centrum gevoegd.

De Regering bepaalt de procedure voor de opstelling van de overeenkomst en de modaliteiten voor de uitvoering ervan.

De Regeringscommissarissen bezorgen de Regering jaarlijks een evaluatieverslag over de uitvoering van de beheersovereenkomst. Na ontvangst maakt de Regering het verslag ter informatie over aan de Waalse Gewestraad.

Art. 7. Alleen de Regering is bevoegd voor :

- 1° de opstelling van het ontwerp van jaarlijkse begroting dat ter goedkeuring aan de Waalse Gewestraad voorgelegd wordt;
- 2° de opstelling van het vijfjarige investeringsprogramma, aanpassingen inbegrepen;
- 3° de machtiging om elk contract of elke overeenkomst van 620.000 euro of meer (excl. BTW) te sluiten;
- 4° de machtiging om elke lening aan te gaan;
- 5° de machtiging om diensten om te vormen, op te richten of af te schaffen, alsmede om de capaciteit ervan te wijzigen;
- 6° de machtiging om elk akkoord met derden te sluiten i.v.m. zorg- en dienstverstrekingen.

Afdeling 2. — De raad van bestuur

Art. 8. § 1. Het centrum wordt bestuurd door een raad van bestuur die samengesteld is uit tien leden, met name :

- 1° vier personen aangewezen door de Regering op grond van hun bevoegdheden inzake ziekenhuisbeheer;
- 2° drie personen aangewezen door de Regering op grond van hun bevoegdheden inzake geestelijke gezondheidszorg;
- 3° drie vertegenwoordigers van de Regering.

Minstens één van de leden bedoeld in 1° en één van de leden bedoeld in 2° hebben zitting in de raad van bestuur van beide centra, alsook drie vertegenwoordigers van de Regering.

§ 2. De volgende personen wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem :

- 1° de directeur van het psychiatrische ziekenhuis en de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis;
- 2° de hoofdgeneesheer;
- 3° het hoofd van het departement verpleegkunde;
- 4° de verantwoordelijke van de paramedische en psychosociale diensten;
- 5° een vertegenwoordiger van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid met minstens de rang van directeur;
- 6° de twee regeringscommissarissen die bij het centrum aangewezen zijn.

§ 3. Op verzoek van de raad van bestuur mag de voorzitter van de medische raad de vergaderingen van eerstgenoemde raad met raadgevende stem bijwonen.

§ 4. De raad van bestuur mag elke persoon die hem de nodige technische gegevens kan verstrekken, op één van zijn vergaderingen uitnodigen.

Hij kan eveneens de vertegenwoordiger van de zorgbehoevenden, zoals bedoeld in artikel 5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van psychiatrische verzorgingstehuizen, uitnodigen voor de behandeling van elk vraagstuk betreffende het beheer van het psychiatrische verzorgingstehuis.

Die vertegenwoordiger wordt op eigen verzoek gehoord.

Art. 9. De Regering wijst de voorzitter en twee ondervoorzitters van de raad van bestuur aan onder de leden bedoeld in artikel 8, § 1, 1° en 2°.

Art. 10. § 1. De leden van de raad van bestuur worden aangewezen voor vijf jaar.

Dat mandaat is verlengbaar.

§ 2. Het mandaat van bestuurder is onverenigbaar met het mandaat of de functies van :

- 1° lid van de Regering van de Federale Staat, van een Gewest of een Gemeenschap;
- 2° lid van het Europees Parlement, van de federale wetgevende kamers of van het Parlement van een Gewest of een Gemeenschap;
- 3° provinciegouverneur of bestendig afgevaardigde;
- 4° personeelslid van het centrum;
- 5° externe adviseur of wettige adviseur van het centrum.

§ 3. Naast de onverenigbaarheden bedoeld in paragraaf 2 mogen de voorzitter en de ondervoorzitters van de raad van bestuur geen burgemeester zijn, noch voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn. Ze mogen ook niet onder het hiërarchische gezag van een lid van de Regering staan. Er mag, wat de voorzitter betreft, geen rechtstreeks of onrechtstreeks persoonlijk belangenconflict ontstaan wegens de uitoefening van een activiteit of het hebben van belangen binnen een rechtspersoon die een met de activiteit van het centrum concurrerende activiteit uitoefent.

§ 4. Bij overlijden of ontslag van een lid van de raad van bestuur of als een onverenigbaarheid zoals bedoeld in de paragrafen 2 en 3 de voorzitter, ondervoorzitters of leden van de raad van bestuur belet hun functies verder uit te oefenen, voorziet de Regering binnen drie maanden in hun vervanging. Het nieuwe lid voleindigt het mandaat van het lid dat vervangen wordt. Elk lid dat drie opeenvolgende vergaderingen van de raad van bestuur zonder excuus mist, wordt als ontslagnemd beschouwd.

§ 5. De Regering kan voortijdig een einde maken aan het mandaat van een lid van de raad van bestuur. De Regering zorgt voor zijn vervanging binnen drie maanden. Het nieuwe lid voleindigt het mandaat van het lid dat vervangen wordt.

Art. 11. De leden van de raad van bestuur bedoeld in artikel 8, § 1, mogen niet ouder zijn dan 65 jaar op de datum van hun aanwijzing.

Art. 12. § 1. Onverminderd de bevoegdheden van de Regering beschikt de raad van bestuur over alle bevoegdheden die de administratie van het centrum nodig heeft.

Hij wordt belast met de volgende opdrachten :

1° de Regering een voorstel van voorontwerp van jaarlijkse begroting voorleggen;

2° de Regering een voorstel van vijfjarig investeringsprogramma's voorleggen, aanpassingen inbegrepen;

3° leningen aangaan, mits voorafgaande toestemming van de Regering;

4° de Regering een voorstel voorleggen m.b.t. de omvorming, oprichting of afschaffing van diensten, alsmede m.b.t. de wijziging van de capaciteit van de diensten;

5° de Regering een voorstel voorleggen voor elk akkoord met andere ziekenhuizen, zorginstellingen of ùdiensten i.v.m. zorgverstrekking en vorming;

6° de Regering om de drie maanden een overzicht bezorgen van de ziekenhuisboekhouding t.a.v. de aangenomen begroting;

7° de subsidiërende overheden al de nodige stukken en gegevens verstrekken binnen de gestelde termijnen;

8° een jaarlijks aan de Regering voor te leggen bedrijfsplan opstellen. Dat plan bevat de omschrijving van de te voeren acties en overwogen middelen om de in de beheersovereenkomst vermelde doelstellingen te halen.

§ 2. De raad van bestuur mag sommige van zijn bevoegdheden overdragen aan de directeur van het psychiatrische ziekenhuis, aan de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis of aan de directiecomités, behalve de bevoegdheden bedoeld in paragraaf 1, tweede lid.

Art. 13. De personen bedoeld in artikel 8, §§ 1, 2 en 3, mogen

niet aanwezig zijn op de raad van bestuur tijdens de behandeling van of de beraadslaging over een punt i.v.m. een vraagstuk waarbij ze een rechtstreeks belang hebben, hetzij persoonlijk, hetzij als gelastigde, bestuurder of personeelslid van elk ander ziekenhuis, zorginstelling of -dienst.

Art. 14. De raad van bestuur maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Art. 15. De raad van bestuur wijst zijn secretaris aan onder de personeelsleden van het psychiatrische ziekenhuis op de voordracht van de directeur van dat ziekenhuis.

Art. 16. § 1. De Regering verzoekt de raad van bestuur om advies over elk voorontwerp van decreet of van reglementair besluit betreffende de organisatie en de werking van het centrum. De raad van bestuur brengt advies uit binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek. Als het advies niet binnen die termijn gegeven wordt, mag het genegeerd worden. In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan de Regering de raad van bestuur om advies verzoeken binnen uiterlijk vijftien dagen. Als het advies niet binnen die termijn gegeven wordt, mag het genegeerd worden.

§ 2. De raad van bestuur legt de Regering elk voorontwerp van decreet of reglementair besluit voor waarvan hij de aanneming nuttig acht.

Art. 17. De Regering bepaalt het bedrag van de vergoedingen en presentiegelden die toegekend zullen worden aan de leden van de raad van bestuur en aan de Regeringscommissarissen.

Afdeling 3. — Het dagelijkse beheer

Onderafdeling 1. — De directeur van het psychiatrische ziekenhuis en de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis

Art. 18. Het psychiatrische ziekenhuis en het psychiatrische verzorgingstehuis worden elk bestuurd door een directeur die door de Regering benoemd wordt.

De directeur van het psychiatrische ziekenhuis en de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis worden benoemd voor vijf jaar.

Hun mandaat is verlengbaar. De Regering bepaalt de benoemingsvoorwaarden, het administratieve en het geldelijke statuut van de directeur van het psychiatrische ziekenhuis en van de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis.

Art. 19. De directeur van het psychiatrische ziekenhuis en de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis staan onder het gezag van de raad van bestuur. Ze voeren de beslissingen van de raad van bestuur uit alsmede, wat de directeur van het psychiatrische ziekenhuis betreft, de beslissingen van het directiecomité van het ziekenhuis en, wat de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis betreft, de beslissingen van het directiecomité van het tehuis.

Art. 20. De directeur van het psychiatrische ziekenhuis vervult de directiefunctie omschreven in de ziekenhuiswetgeving. De directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis wordt belast met de algemene directie van de dagelijkse activiteit van het psychiatrische verzorgingstehuis.

Art. 21. Bij afwezigheid of verhindering van de directeur van het psychiatrische ziekenhuis of van de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis worden hun bevoegdheden uitgeoefend door een personeelslid van niveau 1 dat aangewezen wordt door de raad van bestuur.

Onderafdeling 2. — Directiecomités

Art. 22. § 1. Binnen het psychiatrische ziekenhuis wordt een directiecomité opgericht. Het bestaat uit de directeur van het psychiatrische ziekenhuis, de hoofdgeneesheer, het hoofd van de afdeling verpleegkunde, de verantwoordelijke van de paramedische en psychosociale diensten en de verantwoordelijken van de diensten gemeenschappelijk aan het psychiatrische ziekenhuis en aan het psychiatrische verzorgingstehuis, met name de verantwoordelijke van de administratieve diensten, de verantwoordelijke van de financiële diensten, de verantwoordelijke van de technische diensten, de verantwoordelijke voor het beheer van menselijke hulpbronnen, de ziekenhuisapotheker, de logistiekverantwoordelijke en, wat het psychiatrische ziekenhuis « Les Marronniers » betreft, de veiligheidsverantwoordelijke.

De directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis heeft ook zitting in het directiecomité van het psychiatrische ziekenhuis, met raadgevende stem.

§ 2. Het directiecomité van het psychiatrische ziekenhuis wordt voorgezeten door de directeur van het psychiatrische ziekenhuis.

Art. 23. § 1. Binnen het psychiatrische verzorgingstehuis wordt een directiecomité opgericht. Het bestaat uit de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis, de coördinator, de psychiater, de verantwoordelijken van de gemeenschappelijke diensten bedoeld in artikel 22, § 1, eerste lid, alsmede uit de vertegenwoordiger van de zorgbehoevenden, zoals bedoeld in artikel 5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de bijzondere erkenning van psychiatrische verzorgingstehuizen.

De directeur van het psychiatrische ziekenhuis heeft ook zitting in het directiecomité van het psychiatrische verzorgingstehuis.

De directeur van het psychiatrische ziekenhuis, de verantwoordelijken van de gemeenschappelijke diensten en de vertegenwoordiger van de dienstbehoevenden hebben raadgevende stem.

§ 2. Het directiecomité van het psychiatrische verzorgingstehuis wordt voorgezeten door de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis.

Art. 24. De voorzitter van het directiecomité bepaalt de agenda met inachtneming van de aanvragen van de overige leden van het directiecomité.

Art. 25. De voorzitter roept het directiecomité zo spoedig mogelijk bijeen als de dringende noodzakelijkheid ingeroepen wordt op gemotiveerd verzoek van minstens drie leden. De aanvraag vermeldt de punten die op de agenda geplaatst moeten worden.

Art. 26. Het directiecomité vergadert slechts op geldige wijze als de meerderheid van de leden aanwezig is. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen.

Als het aantal leden van het directiecomité na regelmatige oproeping niet volstaat, beraadslaagt het directiecomité op geldige wijze tijdens de volgende zitting over de punten die twee keer achtereenvolgens op de agenda voorkomen, ongeacht het aantal aanwezige leden. De oproeping vermeldt deze bepaling.

Art. 27. De Regering kan beslissen andere personen op te nemen in de directiecomités bedoeld in de artikelen 22 en 23.

Art. 28. De directiecomités maken hun huishoudelijk reglement op en leggen het ter goedkeuring voor aan de Regering. »

Art. 4. Hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 5. Hoofdstuk VI van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk VI. — *Begroting, rekeningen en controle*

Art. 31. § 1. De controle op het centrum wordt door de Regering uitgeoefend via twee commissarissen.

De Regering benoemt twee commissarissen voor elk centrum. Ze kunnen ter plaatse inzage nemen van de boekhouding en boekhoudstukken, de briefwisseling, de notulen, de periodieke toestanden en in het algemeen van alle schriften.

§ 2. Ze dienen binnen vier volle dagen beroep in bij de Regering tegen elke beslissing die ze in strijd achten met de wetten, de decreten, de besluiten, de beheersovereenkomst, het algemeen belang en de principes van goed beheer.

Het beroep is opschortend.

De termijn begint te lopen vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing genomen wordt voor zover de Regeringscommissarissen regelmatig opgeroepen zijn en, zo niet, vanaf de dag waarop ze er kennis van genomen hebben.

Als de Regering de nietigverklaring niet heeft uitgesproken binnen dertig dagen, met ingang van dezelfde dag als die bedoeld in het vorige lid, wordt de beslissing definitief. Die termijn kan bij besluit van de Regering met tien dagen verlengd worden.

Het besluit tot verlenging of nietigverklaring wordt betekend aan de raad van bestuur.

§ 3. Als de raad van bestuur verzuimd heeft een maatregel te treffen of een handeling uit te voeren waarin de wetten, decreten en besluiten of de beheersovereenkomst voorzien, kan de Regering hem verplichten orde op zaken te stellen binnen een welbepaalde termijn. Als de raad van bestuur na afloop van die termijn al het nodige niet heeft gedaan, mag de Regering in zijn plaats optreden.

Het besluit wordt betekend aan de Waalse Gewestraad.

Art. 32. Het ontwerp van jaarlijkse begroting van het centrum wordt door de Regering opgemaakt op voorstel van de raad van bestuur van het centrum. Het wordt bij het ontwerp van algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest gevoegd en ter goedkeuring voorgelegd aan de Waalse Gewestraad.

Art. 33. Het gebrek aan goedkeuring op de eerste dag van het begrotingsjaar vormt geen beletsel voor het gebruik van de kredieten waarin het ontwerp van begroting voorziet, tenzij het gaat om uitgaven van een nieuw principe die niet toegestaan worden door de begroting van het vorige jaar.

Kredietenoverschrijdingen waarvoor het Gewest een tegemoetkoming zou moeten verlenen die hoger is dan die waarin zijn begroting voorziet, worden eerst goedgekeurd door een overeenkomend krediet op de begroting te stemmen.

Art. 34. De raad van bestuur bezorgt de Regering minstens om de drie maanden een periodiek overzicht van zijn activiteiten en een desbetreffend jaarverslag.

Hij maakt uiterlijk 31 mei van het jaar na dat waarop het beheer betrekking heeft, de jaarrekening betreffende de uitvoering van zijn begroting op, alsook de balans en de resultatenrekening.

De balans en de resultatenrekening zijn het voorwerp van een ontwerp van decreet houdende regeling van de begroting, dat als bijlage bij de algemene rekening van het Waalse Gewest aan de Waalse Gewestraad wordt voorgelegd.

De Regering stelt de lijst van de oninbare vorderingen op.

Art. 35. De Regering organiseert de controle op de verbintenissen.

Art. 36. De Regering bepaalt de regels voor :

1° de overlegging van de begroting;

2° de boekhouding;

3° de rekening en verantwoording;

4° de periodieke toestanden en verslagen.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de schatting van de bestanddelen van het vermogen en voor de berekening en de vastlegging van het maximumbedrag van de reserves en voorschotten die nodig zijn voor de activiteiten van de instelling.

Art. 37. Het centrum gebruikt zijn bezittingen en liquide middelen alleen om de opdrachten te vervullen die hem bij dit decreet toegewezen worden.

Art. 38. De Regering bepaalt de modaliteiten van de door de bedrijfsrevisoren te voeren controle. De bedrijfsrevisoren zijn lid van het Instituut voor Bedrijfsrevisoren en worden aangewezen door de Regering.

De uitgaven i.v.m. de controle op de handelingen die niet gedekt worden door de prijs van de hospitalisatiedag, zijn voor rekening van het Gewest. »

Art. 6. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Art. 20. De Regering legt het administratieve en geldelijke statuut en de personeelsformatie vast. Het psychiatrische ziekenhuis en het psychiatrische verzorgings-tehuis hebben elk hun eigen personeelsformatie ».

Art. 7. De artikelen 11 en 12 van hetzelfde decreet worden de artikelen 29 en 30 en de artikelen 20 en 21 worden de artikelen 39 en 40.

Art. 8. Zolang de raad van bestuur geen beslissing heeft genomen overeenkomstig artikel 12, § 2, van hetzelfde decreet, vervangen door artikel 3, oefenen de directeur van het psychiatrische ziekenhuis, de directeur van het psychiatrische verzorgingstehuis, het directiecomité van het psychiatrische ziekenhuis en het directiecomité van het psychiatrische verzorgingstehuis gedurende maximum 6 maanden na de inwerkingtreding van dit decreet de bevoegdheden uit die aan de leidend ambtenaar en aan het directiecomité toegekend waren bij hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 januari 1998, en bij het uitvoeringsbesluit van 9 november 1995 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende het beheer van psychiatrische ziekenhuizen in het Waalse Gewest, gewijzigd bij de besluiten van 20 juli 2000, 18 januari 2001 en 13 december 2001, onder voorbehoud van de bevoegdheden die krachtens dit decreet voor andere instellingen bestemd zijn.

Art. 9. Artikel 1, 10°, van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren wordt opgeheven.

Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de personeelsleden van de centra evenwel onderworpen aan het administratieve en geldelijke statuut dat op hen van toepassing is vanaf de inwerkingtreding van dit decreet tot de inwerkingtreding van het besluit van de Regering bedoeld in artikel 6 van dit decreet.

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op de datum die de Regering bepaalt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 maart 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad 461 (2002-2003), nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 26 februari 2003.

Bespreking. — Stemming.